

Monsieur l'Orateur, je voudrais faire certaines observations au sujet du problème de l'agriculture. Je voudrais également faire au gouvernement certaines suggestions que j'aurais désiré émettre à l'occasion du débat que je viens de mentionner.

Les prévisions budgétaires de l'année 1970-1971 réduisent de 10 millions les subventions affectées au soutien des prix du lait industriel et cette réduction touche surtout les cultivateurs de l'Est du pays, notamment ceux du Québec. Et je voudrais, en passant, féliciter la Commission canadienne du lait et tous ses fonctionnaires qui, tout en faisant leur possible pour bien administrer les deniers que le Parlement veut bien leur voter, doivent nécessairement répartir les subventions d'après les quotas et les affectations du budget que le Parlement a voté, après avoir été recommandé par le conseil des ministres, il va sans dire.

Monsieur l'Orateur, l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Olson) invoque le fait qu'il y a un excédent de produits laitiers et que c'est pour freiner la production qu'il réduit les subventions aux producteurs de lait industriel. A mon sens, les ouvriers agricoles sont bien les seuls à être «pénalisés» pour avoir été efficaces.

Il y a pourtant un surplus de main-d'œuvre sur le marché du travail, puisque l'on compte au delà de 400,000 chômeurs. Et, à ma connaissance, le salaire des travailleurs n'a pas baissé pour cette raison. Il y a des lois destinées à protéger les travailleurs dans les autres secteurs de l'économie, et j'en suis très heureux.

Il y a aussi un surplus d'hommes de profession. Combien compte-t-on de chômeurs parmi eux? Pourtant, leurs honoraires sont loin d'être à la baisse. Si la classe agricole n'est pas protégée contre les fluctuations du marché, je me demande où nous aboutirons.

Depuis 1967-1968, le nombre de producteurs de lait industriel inscrits à la Commission canadienne du lait a diminué de 70,000. Que sont-ils devenus? Ont-ils tous réussi à trouver un emploi dans d'autres industries ou sont-ils tout simplement devenus des assistés sociaux?

• (4.40 p.m.)

Je crois qu'il ne serait pas bon pour le Canada de continuer dans cette voie. A mon sens, il serait encore plus avantageux de dépenser annuellement de \$1,000 à \$1,500 par terre pour venir en aide à ces petits producteurs industriels et leur laisser la fierté de faire un effort personnel plutôt que leur verser \$2,500 en allocations sociales pour les faire vivre misérablement et leur enlever toute initiative personnelle.

Les fermes ne se vendent plus. Elles sont abandonnées le plus souvent par des colons ou des agriculteurs qui les ont améliorées au cours des 20 ou 30 dernières années. Je sais

que dans diverses régions du Québec, certains agriculteurs ne trouvent même pas à les donner, et ce alors qu'ils espéraient les vendre à la fin de leurs jours, afin d'être en mesure de vivre honnêtement.

Le pays serait encore mieux servi par des gens préoccupés de s'aider à mieux vivre que par des gens qu'on oblige à vivre à ne rien faire. A mon avis, le Canada ne peut continuer dans cette voie. Ce n'est pas rentable.

Les gouvernements invitent les cultivateurs à produire davantage et quand l'effort a été fourni, ils les «pénalisent». Voilà le résultat de la planification. Les grands sages de la planification semblent vouloir se faire vivre à bon marché. Si c'est ce qu'ils désirent, ils y réussissent très bien.

L'écart entre le coût de revient et le prix payé par le consommateur pour un produit alimentaire est plus grand que jamais. Sur chaque dollar dépensé par le consommateur, la part du cultivateur a diminué dans tous les domaines de la production. Il faut en conclure que plus un produit alimentaire agricole subit de transformations, plus la part du cultivateur diminue.

Les producteurs de lait ne sont pas responsables de l'inflation. Ce n'est pas avec un revenu annuel aussi peu élevé que \$2,000 en moyenne que les producteurs de lait achètent n'importe quoi à n'importe quel prix. Au contraire, ils sont des victimes de l'inflation et leur revenu est gravement menacé par les mesures d'austérité du gouvernement.

Le ministre des Finances (M. Benson) demande à la population de produire plus pour combattre l'inflation. C'est ce qu'ont fait les producteurs de lait et le gouvernement les «punit» d'avoir obéi.

Monsieur l'Orateur, je désire faire quelques suggestions en vue de solutionner cet épineux problème. Je sais que le ministre de l'Agriculture connaît certaines de ces solutions et qu'il saura influencer ses collègues du cabinet pour amener le gouvernement à légiférer en véritable serviteur du peuple et non pas en serviteur de la haute finance et de la dictature économique.

Pour ce qui a trait à l'augmentation du pouvoir d'achat, je félicite mon préopinant d'avoir abordé ce problème tout à l'heure de façon tout à fait intelligente et réaliste. En effet, il a parlé du manque de pouvoir d'achat de ceux qui sont réellement dans le besoin. Je fais miennes toutes les remarques qu'il a faites à ce sujet-là.

Selon le gros bon sens, il faudrait que le pouvoir d'achat des familles, où généralement le père est le seul à gagner un revenu par son travail, soit soumis à cette règle: A travail égal, salaire égal. Dans une société juste, on devrait ajouter: A chacun selon ses besoins.